

Conférence de presse du Président Emmanuel Macron et du Premier ministre de la République de Singapour Lawrence Wong.

Emmanuel MACRON

Merci, Monsieur le Premier Ministre, cher Lawrence, Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs, je tiens à vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, et à remercier Monsieur le président de la République pour votre accueil chaleureux.

Et c'est un immense honneur pour ma délégation, mon épouse et moi-même, d'être parmi vous depuis hier, avec pas simplement des partenaires, vous l'avez dit, mais des amis de confiance, et cela, depuis 60 ans. Et cette confiance remonte en effet à l'avènement d'un Singapour indépendant et à la relation exceptionnelle que le père fondateur de Singapour, Lee Kuan Yew, a su tisser avec la France. Et au moment où nous commémorons les 10 ans de sa disparition, je tenais à avoir une pensée pour cet homme hors du commun. Sa vision inspire encore et toujours. Elle est empreinte de modernité, de tolérance, de volontarisme politique, comme quoi ces notions sont compatibles entre elles, ce qui devrait inspirer largement notre actualité. En tout cas, face à la tentation du repli sur soi, du protectionnisme, de la violence, cette pensée a un pouvoir d'inspiration qu'il ne faut pas négliger.

Je suis très heureux et je vous remercie, Monsieur le Premier Ministre, pour votre accueil dès hier soir, notre cheminement ensemble et nos discussions, et le très bon échange que nous avons eu ce matin. Je voudrais revenir sur quelques points que vous venez d'évoquer, d'abord pour dire que nous croyons ensemble à un multilatéralisme efficace. J'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure, puisque vous m'avez offert, et je vous en remercie, l'opportunité d'intervenir dans le dialogue du Shangri-La. Mais, je veux ici dire combien il y a une communauté de vues en la matière entre Singapour et la France. D'abord, nous vous sommes très reconnaissants de la position que vous tenez depuis le début de la guerre d'agression russe en Ukraine, en ayant pris des mesures contre la Russie, en soutenant l'Ukraine, et c'est la démonstration faite par votre prédécesseur et vous-même, qu'au fond, cette guerre est évidemment existentielle pour les Européens et leur sécurité, mais qu'elle concerne la planète toute entière et qu'on ne peut pas laisser la loi du plus fort s'imposer. Nos deux pays veulent une paix robuste et durable qui commence par un cessez-le-feu immédiat et nous soutenons justement l'ordre international.

Nous avons également échangé sur la situation au Proche-Orient. Dans l'immédiat, il est impératif que la population palestinienne puisse bénéficier d'une aide humanitaire. Mais nous sommes aussi convaincus qu'il y a un chemin de paix durable qui garantit la paix pour tous, Israéliens comme Palestiniens, et c'est l'objectif, justement, du processus politique que nous souhaitons lancer sur la reconnaissance mutuelle et la possibilité d'un État palestinien, avec des préalables que j'ai pu rappeler ces derniers jours et sur lesquels je pourrais revenir si des questions sont posées. En tant que pays de l'Indopacifique, la France est aussi aux côtés de Singapour afin de rappeler l'importance du respect du droit international dans la région, en particulier en matière de liberté de navigation, sans laquelle il ne saurait y avoir de commerce et par conséquent de prospérité.

Et alors que Singapour participe au G20 en tant qu'observateur et que la France présidera le G7 l'année prochaine, nous partageons le souhait de renforcer les partenariats internationaux, de faire avancer la réforme des institutions financières internationales et le pacte pour la prospérité des peuples et de la planète que nous avons lancé en 2023, rejoint par Singapour, incarne pleinement cette ambition, à savoir qu'aucun pays ne devrait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le changement climatique. Cette action multilatérale étant enracinée dans un partenariat désormais renforcé sur le plan bilatéral, vous l'avez dit, avec ce Comprehensive strategic partnership signé à l'occasion de cette visite et qui se décline dans des domaines extrêmement variés. Nous allons mettre en place une coopération dans l'énergie civile nucléaire pour accompagner Singapour dans sa montée en compétences. Nous allons partager notre expertise et notre savoir-faire en matière d'énergie décarbonée et de connectivité électrique. C'est l'enjeu de l'ASEAN Power Grid et des projets importants comme ceux que nous venons de signer en Indonésie, qui vont permettre aussi de fournir de l'énergie décarbonée à Singapour. C'est le cœur de ce que nous signons en matière d'intelligence artificielle, de quantique, de cyber, mais aussi les coopérations que nous voulons nouer en matière d'espace.

Nous allons densifier notre coopération historique dans le secteur aérien, avec la perspective de nouveaux projets, avec l'aéroport de Singapour, qui est l'un des plus importants au monde. Et dans le secteur de la défense, vous l'avez rappelé, Monsieur le Premier Ministre, nous sommes fiers d'avoir la confiance de Singapour, de former vos pilotes à Cazaux depuis 1998 et d'avoir un partenariat inédit dans tous les segments du jeu. Je citais là le partenariat de formation dans l'aérien, mais en étant aussi des fournisseurs de capacités maritimes, en ayant des échanges extrêmement intenses en termes d'intelligence artificielle et une grande intimité en matière de renseignement. Je ne serai pas exhaustif sur l'ensemble des accords que nous avons signés ce matin.

Je pourrais rappeler aussi, comme vous l'avez fait, l'importance des échanges culturels, humains et éducatifs que nous allons continuer de densifier entre nos pays. Cet après-midi, d'autres accords seront signés par les opérateurs et les entreprises de nos deux pays. Un forum économique se tiendra aussi. Et ce partenariat stratégique renforcé reflète bel et bien notre attachement, en effet, à la souveraineté et à l'autonomie stratégique. Il vise aussi à développer les projets investissement singapouriens en France. Temasek a ouvert la voie en s'installant en France l'année dernière. C'était un engagement pris lors d'une édition précédente de Choose France. Nous aurons l'occasion cet après-midi de voir plusieurs investisseurs et entrepreneurs, et je souhaite que la relation et les investissements croisés puissent également s'intensifier.

Permettez-moi de terminer avec un message européen. En visitant l'Asie du Sud-Est tout au long de cette semaine, nous avons commencé à concrétiser l'immense potentiel de coopération entre votre région de près de 700 millions d'habitants et une Europe de 450 millions d'habitants. Et la France sera toujours un soutien des efforts de l'Union européenne visant à renforcer les liens avec les pays de l'ASEAN en particulier dans le secteur économique via de nouveaux accords commerciaux de même que nous sommes désireux, avec vous, de renforcer aussi les liens avec le partenariat transpacifique et de réouvrir un dialogue, justement, pour un accord global avec les partenaires de ce format transpacifique en matière de commerce, d'échange et d'innovation. L'Europe peut apporter ses compétences, son savoir-faire, son marché intérieur. Et vous l'avez dit, CPTPP et l'Union européenne, c'est un tiers à peu près de la richesse mondiale. C'est une capacité de commerce encore plus importante. Et le lien entre l'Europe et l'ASEAN, l'Europe et le CPTPP est très clairement une voie pour mettre en œuvre un multilatéralisme efficace, mais aussi cette autonomie stratégique dans laquelle Singapour et la France croient ensemble. Monsieur le Premier Ministre, merci pour votre accueil, la qualité de nos échanges et la confiance qui nourrit l'agenda entre Singapour et la France. Merci beaucoup.

Journaliste

Bonsoir. Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre. Monsieur le Président, vous l'avez dit, vous allez ce soir ouvrir le Shangri-La Dialogue, exposer votre vision géopolitique. Pouvez-vous nous dire un peu plus en longueur quel est le message clé que vous entendez porter ? Et puis, depuis le début de cette tournée, vous avez défendu une posture de puissance, d'équilibre et crédible sur la scène mondiale. Mais cette crédibilité n'est-elle pas sapée elle-même lorsque, depuis Kiev, avec les autres Européens, vous lancez des ultimatums assortis de menaces de sanctions massives à la Russie ? Vous affirmez le faire de concert avec Donald Trump, mais derrière, ces ultimatums ne sont pour l'instant suivis d'aucun effet. Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Écoutez, je suis là pour dire d'abord que la France est un acteur de l'Indopacifique par nos territoires ultramarins. Plus d'un million de nos compatriotes vivent dans la région. Par notre présence militaire et stratégique, plus de 8 000 militaires sont déployés dans la région et par les exercices conjoints que nous effectuons et que nous avons fortement intensifiés ces dernières années. Depuis 2018, la France a posé une stratégie Indopacifique. Nous l'avons ensuite européanisée 3 ans plus tard. Et celle-ci consiste à dire qu'il y a une troisième voie possible qui n'est ni la soumission à la Chine, ni la conflictualité avec la Chine, mais la volonté de préserver les libertés de la souveraineté et donc un monde qui repose sur le respect des règles internationales, le respect entre l'ensemble des puissances de la région. C'est, je crois, un levier très fort d'alignement stratégique et de convergence d'intérêts avec beaucoup de pays de l'ASEAN, dont nous reconnaissons pleinement la centralité, et de toute la région, ce qui, d'ailleurs, a fait que la France a multiplié les partenariats capacitaires et stratégiques avec tous les pays de l'Indopacifique ces dernières années.

Et de l'Indonésie à l'Inde, en allant jusqu'aux Émirats arabes unis, nous avons déployé l'offre Rafale, l'offre de nos sous-marins. Nous avons l'intimité depuis 60 ans que nous avons décrite avec Monsieur le Premier Ministre avec Singapour et cette formation depuis 25 ans des aviateurs.

Mais nous avons aussi déployé un agenda diplomatique, économique, d'innovation, de l'intelligence artificielle à tant d'autres domaines et de croissance durable avec beaucoup des pays de la région. Et donc, dans un monde de plus en plus incertain où, au fond, les règles du jeu sont remises en cause parfois par les plus forts, nous pensons que réaffirmer notre crédibilité commune, une même lecture du monde, mais une capacité aussi à agir ensemble, est un élément structurant. Je ne crois pas que l'après-Kiev soit un problème de crédibilité pour les Européens. Je pense que c'est un test de crédibilité pour les Américains. Nous, Européens, depuis 3 ans, nous sommes constants. Nous sanctionnons la Russie, nous aidons l'Ukraine et nous ne voulons pas l'escalade conduisant à une nouvelle guerre mondiale. Nous avons eu raison, depuis février, de monter cette coalition des volontaires qui a dit dans un moment d'incertitude, et c'est très cohérent avec ce que je viens de vous dire pour la région et l'Indopacifique, nous voulons aller plus loin. Et nous voulons, au fond, dire aux Ukrainiens, « nous vous soutenons et nous sommes là pour bâtir avec vous une paix durable ». À Kiev, il y a quelques semaines, avec le Premier ministre Starmer, le chancelier Merz et le Premier ministre Tusk, puis réunissant l'ensemble de nos collègues de la coalition des volontaires par une visioconférence, nous avons dit, « nous soutenons la proposition américaine d'un cessez-le-feu inconditionnel de 30 jours sur mer, dans les airs et sur terre », laquelle a été agréée dès mars par le président Zelensky. Et nous sommes prêts ensemble à bâtir les éléments d'une paix robuste et durable en apportant les éléments de garantie de sécurité à l'Ukraine. Nous nous sommes ensuite coordonnés avec le président américain qui a apporté son soutien à cette approche.

Enfin, nous sommes prêts, européens, à participer à des éléments de sanctions dissuasives si les Russes ne venaient pas à la table des négociations et ne venaient pas, en quelque sorte, avec une proposition de cessez-le-feu crédible. Les semaines qui ont suivi ont montré que la Russie n'était pas prête. Je note que le président Trump, ces derniers jours, a condamné avec force les frappes russes en Ukraine. Je me suis entretenu il y a 48 heures avec le président Trump, qui a marqué son impatience. La question maintenant, c'est qu'en faisons-nous ? Nous sommes prêts. Et donc nous attendons deux réponses. La confirmation par la Russie ou qu'elle n'est pas prête à faire la paix ou alors la clarté d'une réponse et d'un chemin dans cette direction, et en fonction de la réponse russe, l'engagement américain qui nous a été confirmé à Kiev. Les Européens sont crédibles, ils sont constants et ils sont fiables. Je ne crois pas que ce soit un élément de faiblesse en quoi que ce soit, au contraire. Et je pense que c'est la même crédibilité, la même fiabilité qui est ici offerte à nos partenaires dans l'Indopacifique. Nous n'avons pas changé, nous croyons toujours à l'ordre international, à la coopération, au commerce ouvert et au respect de ses règles. Et nous sommes des partenaires qui sommes prêts à nous engager avec Singapour et tous les pays de la région pour améliorer la sécurité collective, pour avoir un cadre d'innovation respectueux de nos règles communes et pour que l'ordre international soit rétabli. Je vois beaucoup de cohérence et de constance dans cette position depuis les confins de l'Europe jusqu'à l'Indopacifique et aujourd'hui Singapour.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Premier Ministre, bonjour Monsieur le Président. Ma question porte sur Gaza. Tout au long de ce séjour, vous avez rappelé à plusieurs reprises votre opposition au double standard. Alors que vous plaidez pour des sanctions massives contre la Russie, l'Union européenne envisage aujourd'hui de réexaminer l'accord d'association avec Israël ? Faut-il aller plus loin ? Faut-il sanctionner Israël ? Et enfin, confirmez-vous votre présence à la conférence internationale à New York et comptez-vous reconnaître à cette occasion l'État de Palestine ? Certains affirment aujourd'hui qu'il s'agit d'une nécessité morale. Que leur répondez-vous ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Je pense que tout dépend des choix qui seront faits par le gouvernement d'Israël dans les prochains jours. Et il est très clair aujourd'hui que nous ne pouvons pas laisser la situation durer. Le blocus humanitaire qui, aujourd'hui, prévaut, crée une situation qui est insoutenable sur le terrain. J'ai pu me rendre, il y a quelques semaines, à la frontière, en allant avec le président Sissi à El-Arich, et j'ai vu à la fois la détresse des blessés qui étaient pris en charge par les hôpitaux égyptiens et qui avaient pu sortir pendant la période de cessez-le-feu qui avait été octroyée durant quelques semaines. Mais qui, depuis le début du mois de mars, je le rappelle, est terminé. Et j'ai pu voir aussi, et plusieurs d'entre vous étiez à mes côtés, l'ensemble de l'aide humanitaire qui était stockée là, venant du monde entier, et bloquée par l'armée israélienne. Cette situation n'est pas acceptable, et aujourd'hui, c'est fournir l'eau, la nourriture, les médicaments, permettre de sortir les blessés, qui est une priorité.

Et donc s'il n'y a pas une réponse qui est à la hauteur de la situation humanitaire qui est apportée dans les prochaines heures et les prochains jours, bien évidemment qu'il faudra durcir la position collective et, en tout cas, appliquer ce qui est aussi les règles que nous nous sommes données à nous-mêmes, c'est-à-dire mettre un terme à des processus qui supposent le respect des droits de l'Homme, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et appliquer des sanctions. Comme d'ailleurs, nous l'avons fait à titre individuel à l'égard, je le rappelle, des colons israéliens qui, de manière indistincte, ont tiré sur les populations civiles en Cisjordanie. Et donc oui, nous devons durcir notre position parce que c'est aujourd'hui une nécessité. Mais j'ai encore l'espoir que le gouvernement d'Israël infléchira la sienne et que nous aurons enfin une réponse humanitaire.

La France, avec l'Arabie saoudite, coorganisera au mois de juin, donc le 18 juin prochain, cette conférence. Nous sommes en train d'y travailler. Pour moi, ce qui s'est passé ces derniers jours est aussi très important. J'ai eu ici une discussion très importante avec Monsieur le Premier ministre et sur notre coopération dans le cadre de cette conférence. J'ai aussi eu une très bonne discussion avec le président Prabowo, qui a rendu publique sa position avant-hier et qui est pour moi un point très important, puisqu'il a marqué sa volonté, le jour où l'État d'Israël sera prêt à reconnaître la Palestine, de reconnaître lui-même Israël, ce qui n'est pas le cas, et de reconnaître aussi, évidemment, son droit à vivre en paix et en sécurité dans la région. Et donc, ce que nous sommes en train de construire dans les semaines à venir, c'est évidemment une réponse politique à la crise. Et oui, c'est une nécessité. Car aujourd'hui, au-delà du drame humanitaire qui se joue, c'est la possibilité même d'avoir un État palestinien qui est questionné. Et on voit bien qu'il y a chez certains la volonté de rendre impossible un État palestinien. Or, ce que nous défendons, c'est un aboutissement politique à la situation. Il y a eu l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre, que la France a condamnée avec fermeté. La réponse légitime d'Israël, que nous avons soutenue dans le droit de se défendre elle-même, et la lutte contre le groupe terroriste du Hamas. Nous nous sommes battus et continuons de nous battre pour la libération de tous les otages. Mais nous sommes convaincus que la réponse ne peut pas être que sécuritaire, elle doit être politique.

Et donc, la création d'un État palestinien, consécutive à la libération des otages, à la démilitarisation du Hamas, à la non-participation du Hamas dans celui-ci, à la réforme de l'Autorité palestinienne, mais d'un État palestinien qui reconnaîtra Israël, son droit à vivre en sécurité et la création d'une architecture de sécurité dans toute la région, sont le seul aboutissement souhaitable pour la sécurité de tous et le seul qui garantira la paix dans la région. Et donc, ce n'est pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique et, je crois aussi, un vrai réalisme. Et tous ceux qui sont attachés au droit des peuples, justement, à disposer de leur propre liberté, de pouvoir décider pour eux-mêmes, et tous ceux qui sont attachés à la liberté et à la sécurité d'Israël, je crois, doivent se retrouver dans ce dessein commun. En tout cas, c'est ce à quoi nous continuons d'œuvrer et c'est ce que nous essaierons de consacrer par un moment important le 18 juin ensemble et j'y serai.

Journaliste

La première partie de ma question s'adresse au Président Macron, sachant le contenu des liens entre la France et les États-Unis. La France est-elle en mesure de jouer un rôle dans la rivalité entre les États-Unis et la Chine dans la région ?

Merci beaucoup. Nous sommes des amis proches des États-Unis d'Amérique, comme vous l'avez dit, mais nous ne sommes pas dépendants des États-Unis d'Amérique, notamment en termes de capacités de défense. Et la France est à cet égard une exception en Europe, car nous avons développé au fil des décennies nos propres capacités, dans le domaine de l'énergie également et dans de nombreux autres domaines. Alors, ce n'est pas le cas de tous les autres Européens, mais nous y travaillons dur afin de renforcer notre autonomie stratégique. C'est essentiel pour l'agenda français et européen. C'est la raison pour laquelle, compte tenu de la spécificité et également compte tenu de notre présence dans le Pacifique, grâce à nos territoires, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie, Wallis et Futuna, la Réunion, Mayotte et d'autres territoires, nous faisons partie de cette région. Nous avons 1 million de concitoyens dans la région. Nous avons plus de 8 000 soldats et nous participons à de nombreux exercices communs avec des partenaires de la région. Nous avons des partenariats avec de nombreux pays. De ce fait, nous sommes clairement un acteur de l'Indopacifique. Et ce que nous pouvons apporter, c'est précisément le fait que faisant partie d'une alliance tout en étant indépendants, nous partageons les mêmes valeurs, nous soutenons le libre commerce.

Et j'ai à l'esprit les mots du précédent Premier ministre australien, Malcolm Turnbull, sur ce sujet. Et je crois que nous sommes dans une position assez forte alors que nous sommes lucides, nous ne sommes certainement pas une superpuissance comme les États-Unis ou la Chine, mais nous ne voulons dépendre d'aucun d'eux. Nous voulons coopérer avec les deux autant que faire se peut, et nous pouvons coopérer en faveur de la stabilité, de la croissance, de la prospérité dans l'intérêt de tous. Et je pense que c'est le même point de vue que celui de nombreux pays de la région. Nous voulons, en ce sens, agir ensemble, réduire les risques pour nous-mêmes et voir comment précisément nous pouvons nous engager, contribuer avec l'ASEAN et d'autres pays afin de favoriser la stabilité, réduire les risques et travailler très étroitement ensemble en faveur de cette troisième voie pour la rendre possible.